



Administration de pilotage des Laurentides
Laurentian Pilotage Authority

États financiers intérimaires Q3 2018



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audité)

en dollars canadiens	AU 30 SEPTEMBRE 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
ACTIF		
Courant		
Trésorerie	7 333 993 \$	9 565 813 \$
Créances	14 662 087	13 100 652
Placements à court terme	5 120 098	5 097 644
	<u>27 116 178 \$</u>	<u>27 764 109 \$</u>
Non courant		
Immobilisations corporelles	15 375 327 \$	15 813 508 \$
Immobilisations incorporelles	843 884	216 658
Total de l'actif	<u>43 335 389 \$</u>	<u>43 794 275 \$</u>
PASSIF		
Courant		
Créditeurs et charges à payer	14 835 175 \$	13 874 287 \$
	<u>14 835 175 \$</u>	<u>13 874 287 \$</u>
Non courant		
Avantages du personnel	312 100 \$	309 716 \$
Avantage incitatif à la location	151 930	172 648
Total du passif	<u>15 299 205 \$</u>	<u>14 356 651 \$</u>
CAPITAUX PROPRES		
Bénéfices non répartis	28 036 184 \$	29 437 624 \$
	<u>28 036 184 \$</u>	<u>29 437 624 \$</u>
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	<u>43 335 389 \$</u>	<u>43 794 275 \$</u>



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)**

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE		NEUF MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	
	2018	2017	2018	2017
<u>Produits</u>				
Droits de pilotage	27 752 362 \$	24 135 835 \$	74 713 496 \$	67 380 137 \$
Autres produits	60 005	43 077	172 278	121 525
	<u>27 812 367 \$</u>	<u>24 178 912 \$</u>	<u>74 885 774 \$</u>	<u>67 501 662 \$</u>
<u>Charges</u>				
Honoraires de pilotage	23 512 109 \$	19 663 932 \$	62 582 900 \$	55 048 739 \$
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2 603 470	2 271 865	8 505 860	7 570 444
Salaires et avantages du personnel	1 126 080	903 191	3 360 924	2 936 758
Services professionnels et spéciaux	245 601	292 392	997 955	1 366 202
Services publics, fournitures et approvisionnements	65 182	90 610	270 843	236 294
Loyers	92 859	88 523	281 933	272 245
Transports, déplacements et frais d'accueil	29 027	21 632	115 182	93 377
Communications	18 762	17 953	57 412	58 261
Entretien	45	2 355	9 879	9 177
Frais financiers	5 245	3 726	9 728	8 756
Autres charges	25 431	29 454	94 598	104 636
	<u>27 723 811 \$</u>	<u>23 385 633 \$</u>	<u>76 287 214 \$</u>	<u>67 704 889 \$</u>
<u>Résultat global pour la période</u>	<u>88 556 \$</u>	<u>793 279 \$</u>	<u>(1 401 440) \$</u>	<u>(203 227) \$</u>



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

**ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)**

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE		NEUF MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfices non répartis au début de la période	27 947 628 \$	28 133 420 \$	29 437 624 \$	29 129 926 \$
Résultat global de la période	88 556 \$	793 279 \$	(1 401 440) \$	(203 227) \$
<u>Bénéfices non répartis à la fin de la période</u>	<u>28 036 184 \$</u>	<u>28 926 699 \$</u>	<u>28 036 184 \$</u>	<u>28 926 699 \$</u>



ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE		NEUF MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	
	2018	2017	2018	2017
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat global de la période	88 556 \$	793 279 \$	(1 401 440) \$	(203 227) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets générés par (utilisés pour) les activités opérationnelles :				
Amortissement	340 042	235 698	974 991	638 615
Variation de la tranche à long terme des avantages du personnel	10 169	(659)	2 384	(12 253)
Variation de la tranche à long terme de l'avantage incitatif à la location	(6 906)	(6 906)	(20 718)	(20 718)
Perte (gain) sur cession d'actifs	-	-	40	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :				
Variation des créances	(937 840)	(519 354)	(1 561 435)	(229 275)
Variation des créditeurs et charges à payer	1 487 565	571 387	960 888	(496 267)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	981 586 \$	1 073 445 \$	(1 045 290) \$	(323 125) \$
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achat net de titres de placement	(7 857) \$	(3 986) \$	(22 454) \$	(18 368) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(319 989)	(28 577)	(353 572)	(1 487 229)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(223 704)	-	(811 504)	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	1 000	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(551 550) \$	(32 563) \$	(1 186 530) \$	(1 505 597) \$
TRÉSORERIE				
Variation de la période	430 036 \$	1 040 882 \$	(2 231 820) \$	(1 828 722) \$
Solde au début de la période	6 903 957	8 101 047	9 565 813	10 970 651
SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE	7 333 993 \$	9 141 929 \$	7 333 993 \$	9 141 929 \$

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée en 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage*, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent permettre le financement autonome des opérations de l'Administration et être équitables et raisonnables. L'Administration n'a pas recours aux crédits parlementaires.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'Administration n'est pas mandataire de sa Majesté et elle est exemptée de l'impôt sur le revenu.

2. Base d'établissement

L'Administration de pilotage des Laurentides (ou l'« Administration » ou l'« APL » ou « Société ») établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), lesquels intègrent les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers ont été préparés conformément aux IFRS applicables pour la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Les présents états financiers ne présentent pas toutes les informations financières que doivent contenir les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Le Comité de vérification de la Société a recommandé l'approbation des présents états financiers intérimaires pour publication le 19 novembre 2018.

La structure de coûts de l'Administration est en grande proportion composée de coûts qui varient avec ses revenus, atténuant donc l'impact économique de possible ralentissement d'activités.

3. Principales conventions comptables

Les états financiers intérimaires de l'Administration de pilotage des Laurentides au 30 septembre 2018 ont été dressés en fonction des méthodes comptables présentées à la note 4 des états financiers annuels audités de la Société au 31 décembre 2017. La note 3 de ces états financiers annuels audités peut également être consultée afin d'y voir les nouvelles normes comptables courantes et futures.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

États financiers non audités

TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2018

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

4. Engagements

L'Administration loue des espaces de bureaux et certains équipements de bureau. Les paiements à effectuer au 30 septembre 2018 au titre des contrats de location simple non résiliables se présentent comme suit :

Moins de 1 an	561 194 \$
Entre 1 et 5 ans	2 309 782
Plus de 5 ans	<u>4 457 397</u>
	<u>7 328 373 \$</u>

De plus, l'Administration a conclu des ententes pour des services légaux, des services informatiques et des dépenses connexes aux services de pilotage. Au 30 septembre 2018, les montants estimatifs à payer sont :

Moins de 1 an	1 401 284 \$
Entre 1 et 5 ans	1 479 202
Plus de 5 ans	----
	<u>2 880 486 \$</u>